



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: Hanoi	
Pays: Vietnam	Date de la dernière mise à jour: 07 juin 2018

Rapport économique 2017

0 Résumé

La croissance économique du Vietnam est restée élevée en 2017 avec une augmentation de 6,8% par rapport à 2016. Les investissements directs étrangers ont eux aussi continué à augmenter. L'inflation est restée basse et le taux de change face au dollar demeure stable. L'endettement public a atteint le seuil de 65% du PIB, ce qui augmentera l'importance de l'investissement privé.

Ce développement remarquable est dû à plusieurs facteurs dont une démographie favorable, avec une population active nombreuse et jeune et un important réservoir de main d'œuvre dans les zones rurales, une relative stabilité politique, des besoins énormes en termes d'infrastructure et une classe moyenne en rapide expansion. Ces tendances ne changeront probablement pas fondamentalement à court et à moyen terme. Le Vietnam représente donc une destination intéressante à la fois pour l'exportation de biens d'équipement et de consommation et comme destination d'investissements directs étrangers.

L'économie vietnamienne est de plus en plus intégrée au marché mondial. Le gouvernement entend poursuivre l'internationalisation de l'économie, notamment à travers la conclusion d'accords de libre-échange avec ses partenaires commerciaux les plus importants, dont l'ASEAN (en vigueur), l'Union européenne (accord EVFTA, prêt à la signature) et les pays de la région transpacifique (CPTPP, signé, et RCEP, en cours de négociation).

Si les opportunités sont évidentes, les défis ne sont pas négligeables. Le niveau de formation de la main d'œuvre est faible et les spécialistes sont rares. La productivité du travail reste très basse, et sa croissance reste en-deçà de la hausse des salaires. La corruption est généralisée et la bureaucratie lourde. La réduction des tarifs douaniers – une conséquence des accords de libre-échange – entraînent des tentatives d'ériger des barrières non-tarifaires pour protéger l'industrie nationale naissante. La faiblesse de l'Etat de droit et en particulier l'incapacité du système judiciaire d'arbitrer les conflits et de résoudre les incongruences constituent une contrainte dont il faut être conscient. Il est difficile dans la pratique de faire valoir ses droits car la notion de droit est peu développée.

La privatisation des entreprises publiques progresse lentement. Elle est essentielle pour dynamiser l'économie locale et comme source de revenus pour le gouvernement. La consolidation du secteur bancaire, qui reste grevé par un volume important de prêts non performants, prend également plus de temps que prévu.

1 Problèmes et enjeux économiques

La croissance économique a connu une accélération marquée à travers l'année 2017. Le taux de croissance pour toute l'année a été de 6,8%. L'inflation est restée modeste à 4%. Les politiques du gouvernement en soutien de la croissance créent cependant des pressions inflationnistes qui devraient se matérialiser tôt ou tard. L'expansion du crédit (+17,5%), le haut niveau des dépenses publiques (environ 30% du PIB), de nombreuses exemptions d'impôt et des mesures visant à encourager les investissements étrangers directs se conjuguent pour créer un environnement propice à une forte croissance associée à des risques d'inflation. S'y ajoutent les risques découlant de l'important stock de prêts non productifs (c.-à-d. en défaut) – un problème datant de la crise de 2008-2009 et toujours pas résolu – et la forte hausse des prix immobiliers qui risque de créer une nouvelle bulle.

De nouvelles règles ont été introduites pour faire face à la situation des prêts non productifs : ils peuvent désormais être négociés plus facilement, et la notion de faillite a été introduite dans la loi sur les institutions de crédit, permettant les fusions et acquisitions dans le secteur bancaire. La Banque d'Etat du Vietnam vise à réduire le nombre de banques commerciales à 17 d'ici 2020.

Le gouvernement cherche à obtenir une meilleure notation financière afin de baisser le coût de futurs emprunts. Une loi sur la gestion de la dette publique adoptée en novembre 2017 crée plus de transparence en la matière. Le déficit public doit quant à lui être ramené à 4% du PIB (il serait actuellement à 6,7%). Comme l'adoption de plusieurs accords de libre-échange privera le gouvernement d'une partie de ses revenus douaniers, ceci constitue un objectif assez ambitieux. Le Ministère des finances cherche dès lors agressivement à identifier de nouvelles sources de revenu et des possibilités d'économies.

Le Ministère des finances propose d'adapter le système d'impôts afin de porter les recettes fiscales de 21% à 24% du PIB à l'horizon 2019. Les mesures comprennent l'introduction d'un impôt sur la propriété, la mise en œuvre de la taxe environnementale, l'augmentation de la TVA de 10 à 12% ainsi que la réduction des activités bénéficiant d'une TVA réduite. Des surtaxes seront créées pour certains produits dont l'alcool, le tabac et les voitures. Le nombre de produits étant redevables d'une taxe d'accise augmentera lui aussi et inclura notamment les boissons sucrées.

Pour compenser la suppression, à partir de 2018, des tarifs douaniers pour de nombreuses importations en provenance des pays membres de l'ASEAN, le gouvernement vient de publier de nouvelles réglementations destinées à protéger l'industrie nationale. C'est le cas notamment du marché des automobiles, où le groupe Vinfast – qui fait partie du puissant groupe Vingroup - compte faire son entrée dès 2019 avec une voiture vietnamienne. L'industrie pharmaceutique continue quant à elle de se battre contre des discriminations similaires, créées par le décret 54/2017, qui dépasse le cadre légal créé par la loi pharmaceutique de 2016.

Dans le cadre d'un projet de réforme de l'administration publique, le Vietnam cherche à réduire du nombre de personnes travaillant pour le gouvernement et d'en augmenter la qualité, ce qui va de pair avec une augmentation des salaires (leur bas niveau oblige les fonctionnaires à se procurer des revenus annexes, ce qui serait l'une des raisons pour la corruption omniprésente). Le processus de privatisation d'entreprises publiques a enregistré quelques progrès en 2017 avec la vente des parts de l'Etat dans Vinamilk et l'équitisation de SABECO (bière), avec un apport de quelque 5 milliards de dollars au budget national.

On assiste également à un processus de décentralisation fiscale qui a pour but de délester le gouvernement central d'une partie de ses charges en matière de dépenses. Les provinces ont ainsi pour la première fois la possibilité de s'endetter pour financer leurs dépenses. Ho-Chi-Minh-ville a même obtenu le droit de fixer de manière autonome le niveau d'un certain nombre de taxes.

2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

Le Vietnam cherche à diversifier ses partenaires économiques et à s'intégrer davantage au marché mondial. Afin de soutenir une croissance élevée, le pays multiplie les accords bilatéraux de libre-échange et joue un rôle actif dans le développement d'accords régionaux afin d'attirer de nouveaux investissements directs étrangers (IDE) et de faciliter ses exportations vers de nouveaux marchés. Derrière cette stratégie, il y a également une volonté de réduire la dépendance économique de la Chine.

L'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge) est une plateforme pour les pays d'Asie du Sud-Est pour faciliter les échanges économiques et promouvoir l'intégration régionale, notamment en réduisant les barrières tarifaires sur les biens et à terme en éliminant les barrières non-tarifaires. Les membres de l'organisation mettent en place leur propre zone de libre-échange (*ASEAN Free Trade Area*) et ont négocié une série d'accords de libre-échange avec les pays de la région (Chine, Corée du Sud, Japon, Inde, Australie et Nouvelle-Zélande). En outre, les 10 pays membres de l'ASEAN ainsi que la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande négocient depuis août 2012 le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), qui créerait la plus grande zone de libre-échange au niveau mondial (3,4 milliards d'individus et 39% du PIB mondial). Les négociations, qui sont toujours en cours, incluent les domaines suivants : commerce des biens et des services, investissements, coopération économique et technique, propriété intellectuelle, compétition, résolution des conflits, e-commerce, petites et moyennes entreprises, etc.¹

Au niveau bilatéral, le Vietnam possède des accords de libre-échange bilatéraux avec le Japon et la Corée du Sud qui sont les deux principaux investisseurs étrangers pour le pays ainsi qu'avec le Chili. En 2015, l'Union européenne et le Vietnam ont bouclé la négociation d'un accord de libre-échange² et des négociations sont toujours en cours avec l'AELE. En outre, un accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union économique eurasiatique (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kirghizistan) est entré en vigueur en octobre 2016.

Malgré le retrait des États-Unis, les 11 pays restants du *Trans-Pacific Partnership* (TPP : Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) ont signé le 8 mars 2018 un nouvel accord. Le *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP) a pour objectif d'enlever sur le long terme les droits de douanes sur 95% des biens échangés. Les pays se sont en outre engagés à enlever des restrictions dans les domaines de la compétition, des entreprises d'État, du marché du travail et de faciliter la résolution des conflits. 22 dispositions prévues dans le TPP ont été suspendues, principalement en lien avec la propriété intellectuelle. Le CPTPP aura une portée plus modeste que le TPP notamment pour le Vietnam, pour lequel le marché américain est primordial (1^{er} marché des exportations vietnamiennes). La Banque mondiale s'attend néanmoins à une croissance du PIB vietnamien d'entre 1,1 et 3,5% d'ici à 2030 grâce à cet accord. Celui-ci devrait également contribuer à une plus grande transparence des normes ainsi qu'à l'émergence d'institutions modernes.

2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

Dès lors que la Suisse (respectivement l'AELE) n'a pas encore conclu ses négociations pour un accord de libre-échange, les entreprises seront (et le sont déjà dans certains cas) défavorisées par rapport à leurs concurrents installés dans des pays avec lesquels le Vietnam a déjà conclu de tels accords (à condition qu'ils soient entrés en vigueur).

Néanmoins, les entreprises suisses bénéficient indirectement de ces accords. D'une part, la croissance économique induite par l'intégration renforcée du Vietnam au commerce mondial devrait renforcer la classe moyenne et le pouvoir d'achat des vietnamiens ce qui impliquerait une plus forte demande de biens et de services. D'autre part, le Vietnam devrait se conformer à de nouvelles normes et pratiques internationales et ainsi améliorer son environnement d'affaires, notamment en matière de transparence dans la législation nationale (IDE, commerce, taxation) et de protection de la propriété intellectuelle.

¹ http://asean.org/?static_post=rcep-regional-comprehensive-economic-partnership

² <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1437>

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

3.1.1 Commerce de marchandises

La balance commerciale du Vietnam est à nouveau positive pour 2017. Le surplus commercial est d'environ 2,7 milliards de dollars selon l'Office vietnamien de la statistique. La valeur des exportations a augmenté de 21% pour atteindre les 213,77 milliards de dollars. La valeur totale des importations en 2017 est estimée à 211,1 milliards USD, 20,8% plus élevé qu'en 2016, et le total du commerce vietnamien avoisine les 425 milliards USD. On observe néanmoins des différences significatives entre les performances des entreprises locales et étrangères. En effet, les entreprises à capitaux étrangers affichent un surplus commercial de 28,8 milliards USD. Le secteur économique domestique affiche quant à lui toujours un déficit de 26,2 milliards USD.

Le Vietnam se place de plus en plus comme un centre important de l'industrie manufacturière au niveau mondial avec comme avantage comparatif une main-d'œuvre bon marché et relativement compétente et disciplinée. Les produits transformés représentent à eux-seuls 81 % des exportations vietnamiennes (soit environ 173,5 milliards USD) et ont augmenté de 22,4% par rapport à 2016. À titre de comparaison, les produits transformés ne représentaient que 54,6% des échanges commerciaux en 2007. Les composants électroniques ainsi que les téléphones portables constituent une part importante de ces produits. Le groupe Samsung représente à lui seul 22,7% des exportations vietnamiennes (soit près de 40 milliards USD). Les exportations en provenance du secteur du textile affichent également une croissance soutenue avec une augmentation de plus de 10% sur une année. Les produits agricoles et les fruits de mer ainsi que les hydrocarbures et les minéraux (les 2 autres principales catégories d'exportations) affichent également des résultats positifs. Une grande partie des importations vietnamiennes est composée d'équipements et d'appareils ainsi que de certains composants nécessaires à l'industrie manufacturière comme le fer, le plastique ou l'aluminium.

La Chine est venue se placer comme le premier partenaire commercial du Vietnam avec des échanges commerciaux de près de 94 milliards USD. Le Vietnam affiche un déficit commercial de 23,2 milliards avec son grand voisin du Nord, en baisse de 17,4% par rapport à 2016. C'est avec la Corée du Sud que le Vietnam affiche le déficit commercial le plus élevé (31,8 milliards USD). Celui-ci a augmenté de plus de 50% en une année. Les États-Unis sont le troisième partenaire commercial et le premier destinataire des exportations vietnamiennes (plus de 41 milliards USD d'exportations en 2017). Par rapport à 2016, on observe cependant une forte augmentation des exportations vers la Chine (+ 61,6%) et, dans une moindre mesure, vers la Corée du Sud (+ 30%). Les exportations vers les États-Unis ont affiché une croissance de 8,2 seulement, et il est probable que la Chine remplace ces prochaines années les États-Unis comme le premier marché pour des exportations vietnamiennes (le retrait des États-Unis du TPP semble ici déployer ses effets).

L'importance du marché européen n'est guère en reste. Le commerce bilatéral avec l'Union européenne atteint 50,4 milliards de dollars (dont plus de 38 milliards d'exportations, en hausse de près de 13 % par rapport à 2016). Le premier partenaire commercial européen du Vietnam est l'Allemagne (9,53 milliards USD) suivi par les Pays-Bas (7,77 milliards USD) et le Royaume-Uni (6,15 milliards USD).

Les échanges commerciaux avec les pays membres de l'ASEAN s'élèvent à 49,7 milliards USD en 2017. Parmi les pays de l'ASEAN, la Thaïlande (15.11 milliards de dollars) suivi par la Malaisie (10.07 milliards USD) sont les principaux partenaires commerciaux du Vietnam (respectivement en 6^{ème} et 7^{ème} position). Les échanges commerciaux avec ces pays sont en forte augmentation (environ +20%). Autre pays asiatique, le Japon est le quatrième partenaire commercial du Vietnam (33,43 milliards USD).

3.1.2 Commerce de services

Il n'y a pas de données générales sur le commerce des services au Vietnam. On observe néanmoins une forte croissance dans le secteur du tourisme qui joue un rôle prépondérant pour l'économie vietnamienne. Selon l'Office de la Statistique vietnamien, 2017 a été une année record pour ce secteur. Le nombre de visiteurs étrangers a augmenté de près de 30% pour atteindre les 12,9 millions de visiteurs. L'industrie du tourisme a généré des revenus à hauteur de 22 milliards de dollars (en hausse de 20% par rapport à 2016). Ce secteur a contribué à 7,5% du PIB en 2017. Un projet pilote de deux ans de visa électronique pour les citoyens de 40 pays a été lancé le 1^{er} février 2017 et le nombre de pays qui bénéficie d'exemptions de visa a été élargi. La Suisse ne bénéficie pour l'heure pas de ces programmes.

3.2 Commerce bilatéral

3.2.1 Commerce de marchandises

Selon les statistiques provisoires fournies par l'Administration fédérale des, le commerce bilatéral entre la Suisse et le Vietnam dépasse à nouveau en 2017 les 2 milliards CHF (légère augmentation de 1,5% pour atteindre 2'039 millions CHF). Les exportations suisses vers le Vietnam augmentent de 13,8% pour atteindre 617,39 millions de francs et les importations suisses en léger recul de 3,1% pour se stabiliser à 1'422 millions de CHF. La Suisse affiche donc une balance commerciale largement déficitaire vis-à-vis du Vietnam (en 2017, le déficit commercial est de 804,84 millions CHF). À noter que la tendance est inverse si l'on prend les chiffres officiels vietnamiens. Le Vietnam posséderait un déficit commercial de 360 millions USD (soit 359.5 millions CHF). À noter ici que l'inclusion de l'or et des métaux précieux dans la statistique n'influent que très peu sur les chiffres³.

De manière générale, le commerce bilatéral entre les deux pays connaît une croissance remarquable et le Vietnam figure parmi les premiers partenaires commerciaux de la Suisse en Asie du Sud-Est, notamment si on ne tient pas compte du commerce de l'or. En 2017, le Vietnam est le troisième partenaire commercial de la Suisse derrière Singapour et la Thaïlande parmi les pays de l'ASEAN.

La structure des échanges commerciaux entre la Suisse et le Vietnam n'a pas beaucoup évolué depuis 2016. Les produits pharmaceutiques représentent toujours près de 40% des exportations suisses. Ceux-ci sont suivis par les machines (environ 35%). La Suisse importe principalement des machines en provenance du Vietnam (appareils électroniques et téléphones portables). D'après les statistiques de l'Administration fédérale des douanes, les importations de machines sont en hausse, passant de 435 millions CHF en 2016 à 555 millions en 2017.

Le Vietnam continue d'offrir de nombreuses opportunités de développement pour les entreprises suisses. Le pays connaît une très forte croissance économique et voit l'émergence d'une classe moyenne avec un pouvoir d'achat en constante augmentation. Il y a par conséquent une demande croissante de biens de consommations de qualité et les biens de luxe (les montres par exemple). En outre, le développement des infrastructures ainsi que la modernisation de l'économie offrent de nouvelles opportunités pour écouler de l'outillage spécialisé. De plus, les entreprises suisses possèdent un avantage comparatif certain en matière de technologies et de savoir-faire. Les services relatifs aux domaines de l'architecture et de l'ingénierie sont très demandés.

3.2.2 Commerce de services

Il n'existe pas de données générales sur le commerce des services entre la Suisse et le Vietnam. Ce dernier importe et exporte principalement des services de tourisme et de transport. Le secteur touristique se développe fortement au Vietnam, avec un taux de croissance annuel de l'ordre de 30%. L'ouverture prochaine d'une liaison aérienne directe entre les deux pays devrait encore dynamiser davantage ce secteur. En même temps, l'expansion de la classe moyenne vietnamienne entraîne une propension croissante aux voyages internationaux, avec la probabilité de voir une hausse des arrivées touristiques en Suisse en provenance du Vietnam.

³ N.B. : On note d'importantes divergences entre les statistiques fournies par l'Administration vietnamienne des douanes (voir annexe 3) et les statistiques suisses. Selon les chiffres du Vietnam, on observe une chute inexplicable des exportations vietnamiennes vers la Suisse de près de 60% pour atteindre les 240 millions USD (soit 239.79 CHF selon le cours de change au 14.05.2018). En 2016, les échanges commerciaux entre les deux pays dépassaient les 2 milliards de CHF. En 2017, le montant total des importations et des exportations n'atteindrait plus que 840 millions de dollars (soit 839.77 CHF). Les importations vietnamiennes de produits suisses auraient augmenté de 18,6% pour atteindre les 600 millions USD.

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

Le montant total des investissements directs étrangers (IDE) au Vietnam a dépassé les 37 milliards de dollar en 2017, le montant le plus élevé depuis 2009. 2'741 nouveaux projets ont été enregistrés pour l'année dernière. Les principaux investisseurs sont des pays asiatiques. Le Japon est le premier investisseur étranger dans le pays avec des IDE à hauteur de 9,2 milliards de dollars, soit environ 25% du total des IDE. Deux projets de centrales thermiques à Thanh Hoa et Khanh Hoa ont attiré la majeure partie des investissements japonais, soit 5,37 milliards USD. La Corée du Sud, qui était le premier investisseur étranger en 2016, est passé en seconde position avec 8,7 milliards USD d'IDE suivi par Singapour (environ 5,9 milliards USD) et la Chine (environ 2,1 milliards USD). Le premier investisseur européen arrive en 9^{ème} position (Pays-Bas, 822 millions USD).

L'industrie manufacturière et les produits transformés continuent d'attirer la majorité des IDE (44,2% du total des IDE). Le secteur de la production et de la distribution d'énergie attire également une part importante des IDE (23,3%). C'est le secteur de l'industrie et de la construction qui voit la croissance la plus rapide (8%), suivi par les services (7,44%) et l'agriculture et la pêche (2,90%)⁴.

Les IDE représentent environ 20% du PIB vietnamien. L'influx de nouveaux IDE en 2017 a contribué à lui seul 8% du PIB. La croissance du secteur IDE est le double de celle du secteur domestique. Les avantages du Vietnam pour les IDE sont une main d'œuvre abondante, bon marché et disciplinée, un régime fiscal préférentiel, de l'électricité à bas coût ainsi qu'une situation géographique favorable.

Le gouvernement sait que les avantages comparatifs liés à la main d'œuvre (dividende démographique) et aux ressources naturelles disparaîtront à terme et qu'il devra trouver des réponses à cette nouvelle situation. Il cherche ainsi à créer davantage de liens entre les secteurs IDE et domestique en promouvant l'intégration d'entreprises vietnamiennes dans les chaînes de valeur internationales, notamment à travers le transfert de technologies et de savoir-faire. De nouveaux secteurs devraient être ouverts à la compétition internationale, et des dispositions administratives jugées contreproductives devraient être éliminées. A l'opposé, il est prévu de limiter l'accès des compagnies étrangères à certains bénéfices fiscaux. Le gouvernement a également annoncé la création de trois zones administratives spéciales au nord (Van Dong), au centre (Van Phong) et au sud (Phu Quoc) du pays.

Les privatisations ont connu une accélération en 2017 avec notamment la vente d'une participation majoritaire de l'Etat dans la brasserie SABECO. La privatisation de 45 autres entreprises d'Etat est prévue. La création d'un comité national indépendant pour gérer ce processus a été annoncée.

Si le gouvernement promeut un agenda de mondialisation des relations commerciales à travers la négociation d'un nombre important d'accords de libre-échange, des mesures ont également été prises pour protéger un certain nombre de secteurs non compétitifs par l'érection de barrières non tarifaires. On citera ici le décret 116/2017 relatifs au secteur automobile, destiné à protéger une industrie naissante promue par le plus important groupe vietnamien (Vingroup). Le secteur de la santé n'est pas en reste, avec le décret 54/2017, censé mettre en œuvre la nouvelle loi pharmaceutique, créant un environnement peu propice aux IDE et mettant en péril des investissements existants.

4.2 Investissements bilatéraux

La Suisse est le 27^{ème} investisseur étranger au Vietnam avec 6 nouveaux projets pour l'année 2017. Le montant total des investissements suisses est de 44,66 millions de dollars. Les 6 nouveaux projets suisses concernent les secteurs suivants : les technologies de l'information et de la communication, la logistique, le consulting, le négoce (2 projets) et la manufacture (2 projets : agroalimentaire et matériaux de construction).

L'économie vietnamienne offre de nombreuses opportunités dans le secteur agroalimentaire, la gestion des déchets et des eaux usées ainsi que les biotechnologies (voir rapport économique 2016). Malgré quelques difficultés et un environnement d'affaires imprévisible, le marché vietnamien continuera d'attirer des capitaux suisses et étrangers.

⁴ Pour plus de détails, voir : <http://www.vietnam-briefing.com/news/fdi-opportunities-vietnam-2018.html/>

5 Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

Swiss Business Hub ASEAN (SBH ASEAN), an abroad network member of the Switzerland Global Enterprise (S-GE), continues playing important role in supporting Swiss companies in their business expansion (export and investment) across Southeast Asia. SBH's Vietnam team includes 2 trade officers based in the Embassy in Hanoi and the Consulate General in Ho Chi Minh City. These two trade officers are actively working on promoting Swiss exports to Vietnam as well as supporting Swiss companies who have presence already in Vietnam.

Swiss Business Association. (SBA) consists of about 90 members mainly active in Ho Chi Minh City and its region. As a non-governmental, non-profit and non-political organization, the SBA's main objective is the establishment and facilitation of regular and close contacts between members of the business community, as well as with Swiss officials, for a mutually beneficial exchange of information.

In Switzerland, the **Swiss-Asian Chamber of Commerce (SACC)** is a private organization, providing a forum for all firms, institutions, government bodies and individuals interested in the economic and business relations between Switzerland and Asia. The Chamber has a specific Committee for Vietnam.

The **European Chamber of Commerce in Vietnam (EuroCham)** is the principle voice of the European business community in Vietnam. The Chamber was established in 1998 and has now more than 950 members. EuroCham is an umbrella organization of which most European chambers of commerce and business associations are members.

Promotionsveranstaltungen Wirtschaft 2017 in HCMC

Datum	Anlass
18.03.2017	Schweiz Tourismus: Promotionsanlass im Rahmen der Frankophonie Woche in Kooperation mit GK und lokalem Tourismusanbieter
05.04.2017	Empfang des Generalkonsuls für Schweizer Aussteller und VIP Kunden SaigonTex Messe 2017 (Anbieter von Textilmaschinen und Zubehör)
11.1. - 13.09.2017	Swiss Innovation Challenge Vietnam (Startup-Förderung)
17.10.2017	Schweiz Tourismus: Werbeveranstaltung mit Vertretern von Tourismusregionen und Bergbahnen
08.04.2018	Swiss Education Fair Vietnam in HCMC, Veranstalter GK und S-GE, mit 16 Privatschulen aus der Schweiz

5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

Tourisme, éducation, autres services: La Suisse bénéficie d'une excellente réputation au Vietnam comme destination touristique et pour la qualité de son système éducatif. L'intérêt principal porte sur les études dans le domaine de la finance et de l'hôtellerie.

Investissements: Pas d'informations disponibles.

Place financière suisse: La Suisse est perçue par le Vietnam comme un pays prospère avec une place financière stable. L'expertise ainsi que les technologies financières (Fintech) suscitent l'intérêt du Vietnam alors que les réformes et les privatisations des entreprises d'État se poursuivent.

ANNEX 1

STRUCTURE OF THE VIETNAMESE ECONOMY 2017

GDP by sector (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Primary sector* Agriculture, Forestry and Fisheries	19.7	18.4	18,12	16.0	16,32%	15.34%
Secondary sector Industry and Construction	38.6	38.3	38,50	34.0	32,72%	33.34%
Services	41.7	43.3	43,38	38.0	40,92%	41.32%
Of which Public services hold	32.57	32.20	31.87	31.50	-	-

Distribution of Employment (% working force)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Primary sector* Agriculture, Forestry and Fisheries	47.5	46.9	46.6	44.0	41.9	40.3
Manufacturing sector (Industry and Construction)	21.1	21.1	21.4	23.0	24.7	25.7
Services	31.4	32	32.0	33.0	33.4	34.0

* Mining and quarrying are accounted under Industry and Construction, and not under Primary sector.

Source: General Statistics Office of Vietnam, www.gso.gov.vn

ANNEX 2

VIETNAM MAIN ECONOMIC DATA

Indicator	2016	2017	2018
GDP (USD bn.) *	201.3	220.4	240.8
GDP per capita (USD) *	2'172	2'354	2'546
Growth rate (% of GDP) *	6.2	6.8	6.6
Inflation rate (% , end of period consumer prices) *	2.7	3.5	3.8
Unemployment rate (%)*	2.3	2.2	2.2
Fiscal balance (% of GDP) **	-5.6	-5.5	-5.1
Current account balance (% of GDP)*	3.0	4.1	3.0
Total external debt (% of GDP)*	60.0	58.2	58.4
Debt service ratio (% of export) **	3.1	2.9	2.9
Reserves (USD bn) **	36.9	40.4	40.6

* Source: IMF, World Economic Outlook (April 2018) (www.imf.org/external/pubs/ft/weo)

**Source: Economist Intelligence Unit (EIU), Country Report Vietnam 2018

ANNEX 3

VIETNAM TOP 20 TRADE PARTNERS IN 2017

Ranking	Country	Value (USD billion)			Increase/decrease compared to 2016 (%)		
		Total import/export	Export	Import	Total import/export	Export	Import
1	China	93,69	35,46	58,23	30,2	61,6	16,4
2	South Korea	61,56	14,82	46,73	41,3	30,0	45,3
3	United States	50,81	41,61	9,20	7,8	8,2	5,8
5	Japan	33,43	16,84	16,59	12,4	14,8	10,1
5	Chinese Taipei	15,28	2,57	12,71	13,1	13,3	13,1
6	Thailand	15,11	4,62	10,50	21,2	27,7	18,6
7	Malaysia	10,07	4,21	5,86	18,3	25,9	13,3
8	Germany	9,53	6,36	3,17	8,2	6,8	11,2
9	Hong Kong	9,25	7,58	1,66	21,9	24,6	11,1
10	Singapore	8,26	2,96	5,30	15,2	23,0	11,3
11	Holland	7,77	7,11	0,67	16,2	18,2	-1,7
12	India	7,63	3,76	3,88	40,5	39,8	41,2
13	Indonesia	6,50	2,86	3,64	16,0	9,4	21,7
14	Australia	6,45	3,28	3,17	22,7	16,1	30,5
15	United Kingdom	6,15	5,41	0,73	9,4	10,6	1,2
16	United Arab Emirates	5,59	5,03	0,56	2,6	0,6	24,7
17	France	4,57	3,30	1,27	10,9	10,8	11,1
18	Italy	4,39	2,74	1,65	-5,9	-15,5	16,0
19	Austria	4,01	3,71	0,30	34,5	40,8	-13,3
20	Philippines	3,99	2,84	1,16	21,8	27,7	9,3
42	Switzerland	0,84	0,24	0,60	-23,5	-59,4	18,6

Source: Vietnam Customs Administration: www.customs.gov.vn

ANNEX 4

BILATERAL TRADE

<i>Jahr</i>	<i>Exporte (CHF Mio.)</i>	<i>+/- (%)</i>	<i>Importe (CHF Mio.)</i>	<i>+/- (%)</i>	<i>Saldo (CHF Mio.)</i>	<i>Total (CHF Mio.)</i>	<i>+/- (%)</i>
1990	3.2	-44.5	5.9	-65.8	-2.7	9.1	-60.3
1995	31.7	33.8	34.8	25.3	-3.1	66.5	29.1
2000	78.4	-1.1	146.4	38.0	-68.0	224.8	21.3
2005	116.6	-15.7	195.0	14.0	-79.0	311.6	2.4
2010	273.2	-51.2	2'886.3	34.7	-2'613.1	3'159.5	16.9
2011	256.3	-6.2	1'112.6	-61.5	-856.3	1'368.9	-56.7
2012*	322.4	-	672.1	-	-349.7	994.5	-
2013	1'678	420.3	1'193	77.5	485	2'871	188
2014	422.7	-74.8	957.0	-19.8	-532.1	1'380	-52
2015	496.0	17.3	977.1	2.1	-481.1	1'473	6.8
2016	542.3	9.3	1'468.0	50.2	-925.6	2'010	36.5
2017(prov.)	617.1	13.8	1'421.6	-3.2	-804.5	2'038.7	1.4
(Total 1)**	(615.2)	(13.7)	(1'417.6)	(-3.4)	(-802.4)	(2'032.8)	-
2018 (I-III)	157.4	3.3	383.8	9.9	-226.5	541.2	-

*) Ab dem 01.01.2012 hat die EZV die Berechnungsmethode für die Importe und Exporte geändert. Infolgedessen sind Vergleiche zwischen 2012 und den vorhergehenden Jahren nicht mehr möglich.⁷

**) Total "Konjunktursicht" (Total 1): ohne Gold in Barren und andere Edelmetalle, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten

***) Variation (%) gegenüber Vorjahresperiode

Exporte	2016		2017 (prov.)		
	in % des Totals	in CHF Mio.	in % des Totals	in CHF Mio.	Var. 2017/2016
1. Pharmazeutische Erzeugnisse	40.4	219	39.4	243	10.9
2. Maschinen	33.7	182	35.2	217	19.2
3. Chemische Produkte	6.4	35	7.4	46	31.4
4. Opt. / med. Instrumente	6.7	36	6.3	39	7.5
5. Uhrmacherwaren	4.0	22	3.3	20	-8.2

Import	2016		2017 (prov.)		
	in % des Totals	in CHF Mio.	in % des Totals	in CHF Mio.	Var. 2017/2016
1. Maschinen	29.6	435	39.0	555	27.6
2. Schuhe, Schirme, usw.	14.2	208	18.1	257	23.9
3. Textilien und Bekleidung	11.8	173	15.2	216	25.0
4. Landwirtschaftliche Produkte	9.9	145	10.6	151	4.4
5. Felle, Leder, Lederwaren	2.8	41	3.4	48	15.7

Gesamttotal (Total 2): mit Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten (Eidgenössische Zollverwaltung)

ANNEX 5

MAIN INVESTING COUNTRIES IN VIETNAM in 2017

by 31 December 2017

Rank	Country	Number of new projects	Number of added-capital projects	Total registered capital (USD million)
1	Japan	397	204	9,204.65
2	South Korea	895	444	8,719.96
3	Singapore	194	77	5,894.86
4	China	295	85	2,137.56
5	British Virgin Islands	44	54	1,650.77
6	Hongkong	145	87	1,566.61
7	Taiwan	117	89	1,532.73
8	United States	80	18	874.39
9	Netherlands	39	15	822.53
10	Thailand	52	18	624.90
11	Samoa	39	17	574.19
12	Germany	33	42	413.86
13	Cayman Islands	8	19	411.37
14	Belgium	4	2	375.07
15	Oman	3		327.03
16	Malaysia	30	17	297.66
17	United Kingdom	40	7	244.86
18	India	44	7	187.57
19	Seychelles	29	12	180.41
20	Australia	36	12	153.46
21	France	48	14	109.26
22	Marshall Islands		2	100.09
22	Denmark	5	6	69.58
23	Brunei	2	10	55.53
24	Canada	8	3	46.38
25	Indonesia	14	5	45.84
27	Switzerland	6	6	44.66
28	Russia	9	2	43.74
29	Belize	4	2	36.54
	Total in 2017	2,741	1,234	37,100.60

Source: Foreign Investment Agency - Ministry of Planning and Investment (MPI)